

Le Président  
CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DE VAUCLUSE

Maurice CHABERT

80 rue Marcel Demouque  
AGROPARC  
CS 60508  
84908 AVIGNON CEDEX 9

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 15 novembre 2024

Tél : 04 32 44 89 30

N° 24/30

**OBJET :**

Protection Sociale Complémentaire  
Modulation tarifaire des frais de gestion

L'an deux mille vingt-quatre et le quinze novembre à onze heures, le Conseil d'administration du Centre de gestion, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Maurice CHABERT.

**Étaient présents :** Madame Dominique ANCEY, Monsieur Didier PERELLO, Monsieur Gilles RIPERT, Monsieur André AIELLO, Monsieur Marc MOSSÉ, Monsieur Jean-Pierre LARGUIER, Madame Sophie MARQUEZ, Madame Valérie MICHELIER, Monsieur Julien MERLE (suppléant de Monsieur Anthony ZILIO), Monsieur François LUCAS, Monsieur Nicolas PAGET.

**Étaient absents et excusés :** Monsieur Hervé FLAUGERE et son suppléant Monsieur Jean-Pierre LAMBERTIN, Madame Laurence CHABAUD-GEVA et son suppléant Monsieur Christophe REYNIER-DUVAL, Monsieur Max RASPAIL et son suppléant Monsieur Ghislain ROUX, Madame Geneviève JEAN et son suppléant Monsieur Patrick SIAUD, Monsieur Alain OUDARD et sa suppléante Madame Jocelyne RAVET, Madame Carine BLANC et sa suppléante Madame Annie MILLET, Madame Sonia HAQUET et sa suppléante Madame Nicole GIRARD, Monsieur Serge SOLER et sa suppléante Madame Nadine DRIES.

**Étaient représentés :** Monsieur Frédéric ROUET a donné procuration à Madame Valérie MICHELIER pour le représenter et voter en son nom, Madame Martine DURIEU a donné procuration à Monsieur Maurice CHABERT pour la représenter et voter en son nom.

Le Président expose au Conseil d'administration :

Le CDG 84 s'est employé à mettre en place un contrat groupe en matière de protection sociale complémentaire, selon les échéances prévues par les textes.

Par délibération n°24/24 du 17 septembre 2024, le Conseil d'administration a approuvé les termes des conventions d'adhésion et de gestion ayant pour objet de définir les conditions de réalisation et de financement des missions que le CDG 84 va assurer auprès des collectivités en lien avec la convention de participation tant pour le risque santé que pour le risque prévoyance.

Afin de soutenir les petites collectivités dans l'accès à une couverture sociale renforcée, il est proposé de modifier la délibération suscitée en ce sens que les collectivités de 5 agents et moins ne soient pas soumises aux frais de gestion.



**CONVENTION D'ADHESION ET DE GESTION  
CONTRAT D'ASSURANCE GROUPE PROTECTION  
SOCIALE COMPLEMENTAIRE SOUSCRIT PAR LE  
CENTRE DE GESTION DE VAUCLUSE**

**RISQUE SANTE**

ENTRE :

La collectivité (ou l'établissement public) .....,  
Représenté(e) par son Maire (ou Président) .....,  
Agissant en vertu d'une délibération du conseil (municipal, syndical, communautaire) en date du ....., d'une part,

Ci-après dénommé(e) la collectivité (ou l'établissement public),

ET

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse – 80 Rue Marcel Demonque – AGROPARC – CS 60508 – 84908 AVIGNON Cedex 9, représenté par son Président, Monsieur Maurice CHABERT, agissant en vertu de la délibération n° 24-24 du conseil d'administration en date du 17 septembre 2024, d'autre part,

Ci-après désigné le CDG 84,

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-12,  
Vu le Code de la commande publique,  
Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,  
Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,  
Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,  
Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,  
Vu l'accord national du 11 juillet 2023 sur la protection sociale complémentaire,  
Vu la présentation des offres santé et prévoyance en CST du 16 septembre 2024  
Vu la décision de la Commission d'Appel d'Offres, en date du 17 septembre 2024, qui indique que l'offre du groupe ..... est l'offre économiquement la plus avantageuse pour le risque « Santé »,  
Vu l'avis du Comité Social Territorial de la collectivité en date du ..... [à compléter par la collectivité].

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

1 - Cette convention permet à [la collectivité] : ..... d'adhérer à la convention de participation qui lie le CDG et l'opérateur et qui définit les conditions d'adhésion

individuelle des agents des collectivités ayant donné mandat au CDG, à un contrat garantissant le risque « Santé ». La convention de participation entre le CDG et l'opérateur fixe le cadre contractuel du contrat collectif à adhésion facultative et les conditions d'adhésion individuelle des agents.

La présente convention d'adhésion a pour objet de permettre aux agents de la Collectivité de souscrire un contrat garantissant le risque « Santé » auprès de l'opérateur et de bénéficier de la participation financière de la collectivité à ce contrat, dans les conditions votées par l'organe délibérant.

2 - La présente convention définit les conditions dans lesquelles s'établissent et s'organisent, entre le gestionnaire et la collectivité, les relations relatives à la gestion du contrat groupe Protection sociale complémentaire – risque santé - par la collectivité.

## **ARTICLE 2 : DUREE ET PRISE D'EFFET DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du : ...../...../..... [à compléter par la collectivité].

Elle prend fin à l'issue de la convention de participation du CDG, soit au 31 décembre 2030 au plus tard.

Elle peut être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder un (1) an pour se terminer au 31 décembre 2031.

## **ARTICLE 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA MISSION DE GESTION**

Conformément aux orientations arrêtées par le conseil d'administration du CDG 84 dans le cadre de la souscription au bénéfice des collectivités et établissements publics du département d'un contrat d'assurance groupe PSC après mise en concurrence, le CDG 84 apportera à l'employeur public signataire de la présente convention son assistance administrative pour faciliter la mise en œuvre du contrat.

Cette mission comporte les services suivants :

- Conduite de la procédure de marché
- Suivi et évaluation du contrat : surveillance et alerte en matière de sinistralité, bilan annuel des services proposés...
- Conseil pour la gestion des services associés
- Organisation de sessions d'information à la demande des collectivités adhérentes
- Assistance en cas de difficultés rencontrées par la collectivité (ou l'établissement public) dans la gestion d'un dossier, que ce soit du point de vue statutaire, juridique ou dans le cadre de sa relation avec l'assureur.

## **ARTICLE 4 : MODALITÉS FINANCIÈRES**

### **4-1 – MODALITES FINANCIERES LIEES A L'ADHESION**

La participation financière de la collectivité constitue une aide à la personne, sous forme d'un montant unitaire par agent, et vient en déduction de la cotisation ou de la prime due par les agents.

La participation financière de la collectivité bénéficiant au personnel éligible est fixée selon les modalités définies ci-dessous :

50% du montant de référence correspondant au panier minimal

## **4-2 – MODALITES FINANCIERES LIEES A LA GESTION DU CONTRAT : FRAIS DE GESTION**

La collectivité (ou l'établissement public) s'engage à verser au CDG 84 une participation financière annuelle, appelée « frais de gestion ».

Cette contribution est destinée à financer les frais engagés pour assurer cette mission, qu'il s'agisse des coûts directement liés à la passation du marché (assistance à maîtrise d'ouvrage et conseil juridique, publicités) que des charges de gestion du contrat telles que rappelées à l'article 3 de la présente convention.

Les tarifs sont présentés en annexe.

Le versement de la contribution doit intervenir dans les 30 jours à réception du titre de recettes établi par le CDG.

### **ARTICLE 4 : PRISE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 ou 2026 ou à la date de l'adhésion de la collectivité au contrat groupe PSC et elle cesse de produire ses effets au plus tard le 31 décembre 2030.

La résiliation du contrat groupe d'assurance statutaire par le CDG 84 ou la résiliation de l'adhésion de la collectivité au contrat groupe entraîne de facto la résiliation de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES**

Il est précisé que la présente convention n'a pas d'objet lucratif : le CDG 84 limite la participation financière demandée aux employeurs publics au seul remboursement des frais de gestion supportés au titre de la mise en place et du suivi du contrat groupe PSC.

### **Article 6 : LITIGES**

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution par voie amiable. A défaut, le Tribunal administratif de Nîmes est compétent.

Fait en deux exemplaires, à Avignon, le .....

Le cocontractant

Cachet et signature

Le Président du CDG 84

Cachet et signature





## Centre de Gestion

### De la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse

#### Convention de gestion PSC TARIFS RISQUE SANTE

( ANNEXE )

(Applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025)

Fixés par délibération du Conseil d'Administration du CDG 84 n° 24- XX du 15 novembre 2024

Les sommes dues sont réclamées par le Centre de Gestion de Vaucluse au moyen d'un titre de recettes émis suite à la réalisation des prestations à verser auprès de la Paierie départementale de Vaucluse.

Au profit du

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse,  
80 rue Marcel DEMONQUE, Agroparc –  
CS 60508 84908 AVIGNON cedex 9

	Tranche d'effectif de la collectivité ( agents CNRACL + IRCANTEC )	Montant
Cotisation au socle de prestations prévues à l'article 2 de la convention	De 6 à 49 agents	200 €/an
	De 50 à 99 agents	350€/an
	De 100 à 299 agents	500€/an
	A partir de 300 agents	750€/an

REÇU EN PREFECTURE

le 21/11/2024

Application agréé E-legation

99\_DE-034-268400039-20241115-024\_01-DE



**CONVENTION D'ADHESION ET DE GESTION  
CONTRAT D'ASSURANCE GROUPE PROTECTION  
SOCIALE COMPLEMENTAIRE SOUSCRIT PAR LE  
CENTRE DE GESTION DE VAUCLUSE  
  
RISQUE PREVOYANCE**

**ENTRE :**

La collectivité (ou l'établissement public) .....,  
Représenté(e) par son Maire (ou Président) .....,  
Agissant en vertu d'une délibération du conseil (municipal, syndical, communautaire) en date du ....., d'une part,

Ci-après dénommé(e) la collectivité (ou l'établissement public),

**ET**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse – 80 Rue Marcel Demonque – AGROPARC – CS 60508 – 84908 AVIGNON Cedex 9, représenté par son Président, Monsieur Maurice CHABERT, agissant en vertu de la délibération n° 24-24 du conseil d'administration en date du 17 septembre 2024, d'autre part,

Ci-après désigné le CDG 84,

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-12,  
Vu le Code de la commande publique,  
Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,  
Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,  
Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,  
Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,  
Vu l'accord national du 11 juillet 2023 sur la protection sociale complémentaire,  
Vu la présentation des offres santé et prévoyance aux membres du CST le 16 septembre 2024,  
Vu la décision de la Commission d'Appel d'Offres, en date du 17 septembre 2024, qui indique que l'offre du groupe .....est l'offre économiquement la plus avantageuse pour le risque « PREVOYANCE »,  
Vu l'avis du Comité Social Territorial de la collectivité en date du ..... [à compléter par la collectivité].

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

1 - Cette convention permet à [la collectivité] : ..... d'adhérer

à la convention de participation qui lie le CDG et l'opérateur et qui définit les conditions d'adhésion individuelle des agents des collectivités ayant donné mandat au CDG, à un contrat garantissant le risque « PREVOYANCE ». La convention de participation entre le CDG et l'opérateur fixe le cadre contractuel du contrat collectif à adhésion facultative et les conditions d'adhésion individuelle des agents.

La présente convention d'adhésion a pour objet de permettre aux agents de la Collectivité de souscrire un contrat garantissant le risque « PREVOYANCE » auprès de l'opérateur et de bénéficier de la participation financière de la collectivité à ce contrat, dans les conditions votées par l'organe délibérant.

2 - La présente convention définit les conditions dans lesquelles s'établissent et s'organisent, entre le gestionnaire et la collectivité, les relations relatives à la gestion du contrat groupe Protection sociale complémentaire par la collectivité.

## **ARTICLE 2 : DUREE ET PRISE D'EFFET DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du : ...../...../..... [à compléter par la collectivité].

Elle prend fin à l'issue de la convention de participation du CDG, soit au 31 décembre 2030 au plus tard.

Elle peut être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder un (1) an pour se terminer au 31 décembre 2031.

## **ARTICLE 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA MISSION DE GESTION**

Conformément aux orientations arrêtées par le conseil d'administration du CDG 84 dans le cadre de la souscription au bénéfice des collectivités et établissements publics du département d'un contrat d'assurance groupe PSC après mise en concurrence, le CDG 84 apportera à l'employeur public signataire de la présente convention son assistance administrative pour faciliter la mise en œuvre du contrat.

Cette mission comporte les services suivants :

- Conduite de la procédure de marché
- Suivi et évaluation du contrat : surveillance et alerte en matière de sinistralité, bilan annuel des services proposés...
- Conseil pour la gestion des services associés
- Organisation de sessions d'information à la demande des collectivités adhérentes
- Assistance en cas de difficultés rencontrées par la collectivité (ou l'établissement public) dans la gestion d'un dossier, que ce soit du point de vue statutaire, juridique ou dans le cadre de sa relation avec l'assureur.

## **ARTICLE 4 : MODALITÉS FINANCIÈRES**

### **4-1 – MODALITÉS FINANCIÈRES LIÉES À L'ADHÉSION**

La participation financière de la collectivité constitue une aide à la personne, sous forme d'un montant

unitaire par agent, et vient en déduction de la cotisation ou de la prime due par les agents.  
La participation financière de la collectivité bénéficiant au personnel éligible est fixée selon les modalités définies ci-dessous :  
*50% du montant de la cotisation*

## **4-2 – MODALITES FINANCIERES LIEES A LA GESTION DU CONTRAT : FRAIS DE GESTION**

La collectivité (ou l'établissement public) s'engage à verser au CDG 84 une participation financière annuelle, appelée « frais de gestion ».

Cette contribution est destinée à financer les frais engagés pour assurer cette mission, qu'il s'agisse des coûts directement liés à la passation du marché (assistance à maîtrise d'ouvrage et conseil juridique, publicités) que des charges de gestion du contrat telles que rappelées à l'article 3 de la présente convention.

Les tarifs sont présentés en annexe.

Le versement de la contribution doit intervenir dans les 30 jours à réception du titre de recettes établi par le CDG.

### **ARTICLE 4 : PRISE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à la date de l'adhésion de la collectivité au contrat groupe PSC et elle cesse de produire ses effets au plus tard le 31 décembre 2030.

La résiliation du contrat groupe d'assurance statutaire par le CDG 84 ou la résiliation de l'adhésion de la collectivité au contrat groupe entraîne de facto la résiliation de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES**

Il est précisé que la présente convention n'a pas d'objet lucratif : le CDG 84 limite la participation financière demandée aux employeurs publics au seul remboursement des frais de gestion supportés au titre de la mise en place et du suivi du contrat groupe PSC.

### **Article 6 : LITIGES**

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution par voie amiable. A défaut, le Tribunal administratif de Nîmes est compétent.

Fait en deux exemplaires, à Avignon, le .....

Le cocontractant

Cachet et signature

Le Président du CDG 84

Cachet et signature

Nom : .....

Monsieur Maurice CHABERT

Qualité :.....

PROJET



## Centre de Gestion

### De la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse

#### Convention de gestion PSC TARIFS RISQUE PREVOYANCE

( ANNEXE )

(Applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025)

Fixés par délibération du Conseil d'Administration du CDG 84 n° 24-XX du 15 novembre 2024

Les sommes dues sont réclamées par le Centre de Gestion de Vaucluse au moyen d'un titre de recettes émis suite à la réalisation des prestations à verser auprès de la Paierie départementale de Vaucluse.

Au profit du

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse,  
80 rue Marcel DEMONQUE, Agroparc –  
CS 60508 84908 AVIGNON cedex 9

	Tranche d'effectif de la collectivité ( agents CNRACL + IRCANTEC )	Montant
Cotisation au socle de prestations prévues à l'article 2 de la convention	De 6 à 49 agents	200 €/an
	De 50 à 99 agents	350€/an
	De 100 à 299 agents	500€/an
	A partir de 300 agents	750€/an

REÇU EN PREFECTURE

le 21/11/2024

Application agréée E leya te 016

99\_DE-004-268400039-20241115-024\_00-DE